



**REUNION DE HAUT NIVEAU CONSACREE A UN
EXAMEN D'ENSEMBLE DES PROGRES ACCOMPLIS
DANS LA MISE EN ŒUVRE DE LA DECLARATION
D'ENGAGEMENT SUR LE VIH/sida ET DE LA
DECLARATION POLITIQUE
SUR LE VIH/sida
NEW YORK 10-11 JUIN 2008**

**INTERVENTION DE SON EXCELLENCE
Dr. CHRISTINE NEBOUT ADJOBI
MINISTRE DE LA LUTTE CONTRE LE SIDA**

Vérifier au prononcé

New York, le 10 juin 2008

Monsieur le Président de l'Assemblée générale,

Monsieur le Secrétaire général de l'O N U,

Honorables Délégués,

Mesdames, Messieurs.

Je voudrais au nom du Président de la République de Côte d'Ivoire, Son Excellence Monsieur Laurent GBAGBO, du Gouvernement et du Peuple Ivoirien, ainsi qu'à mon nom propre, vous exprimer ma gratitude pour l'occasion qui m'est offerte de prendre la parole devant cette auguste assemblée.

Je saisis cette opportunité pour remercier l'Organisation des Nations-Unies, Son Secrétaire général, et l'ensemble de la Communauté Internationale pour leur implication dans la résolution de la crise qu'a connu mon pays pendant près de six ans.

Je voudrais également remercier le Directeur Exécutif de l'ONUSIDA et le Gouvernement Américain à travers le PEPFAR pour l'appui dont bénéficie mon pays dans le domaine de la lutte contre le VIH/SIDA.

La Côte d'Ivoire, avec une population estimée à plus de 20 millions d'habitants, est le pays le plus touché de l'Afrique de l'Ouest par la pandémie du VIH avec une prévalence de 4,7% et une féminisation nette du VIH (deux femmes pour un homme : 6,4% contre 2,9%).

Ce tableau peu reluisant et les troubles socio-politiques qu'a connus mon pays, n'ont point freiné son ardeur à faire reculer la propagation de ce fléau. D'où la constance de son engagement à stopper et à inverser l'épidémie du VIH/SIDA d'ici 2015.

La ferme volonté du gouvernement, la forte implication de la société civile, du secteur privé, et le soutien de la communauté internationale ont permis à la Côte d'Ivoire, d'enregistrer des progrès qui sont inscrits dans le rapport UNGASS 2008 dont les principaux indicateurs sont les suivants :

- ✚ De 2005 à 2007, les dépenses réalisées par l'Etat de Côte d'Ivoire et l'ensemble des partenaires financiers pour la lutte contre le sida sont d'environ 80 millions de dollars, la contribution de l'Etat représentant environ 15%. Il est important de noter que malgré la situation de crise, l'apport de l'Etat de Côte d'Ivoire s'est accru régulièrement depuis 2002 jusqu'à ce jour.
- ✚ En matière de sécurité transfusionnelle, 100% des unités de sang transfusées font l'objet de dépistage systématique pour le VIH/sida ;
- ✚ On note une progression :
 - . du nombre de personnes mises sous ARV qui est passé de 36 000 en 2006 pour se situer à environ 50 000 aujourd'hui ;
 - . du pourcentage des femmes enceintes séropositives recevant des ARV passé de 11% en 2006 à 17% en 2007
 - . et le pourcentage des PVVIH encore sous traitement 12 mois après le début de celui-ci qui est passé de 87% en 2006 à 89 % en 2007.
- ✚ Une attention particulière depuis 2004 est accordée aux patients tuberculeux co-infectés avec 90% d'entre eux sous cotrimoxazole et 26% sous ARV.
- ✚ On observe une progression des connaissances sur le VIH, avec l'introduction dans les curricula d'enseignement, de programmes de préparation à la vie active, dans des écoles et collèges depuis 2006. De même on note un changement notable de comportement chez les jeunes qui retardent de plus en plus leurs premiers rapports sexuels.

Au titre des défis à relever, on peut noter :

- ✚ Le faible niveau de connaissances exactes des jeunes de 15 à 24 ans sur le VIH estimé à 22%.
- ✚ Le faible niveau de dépistage estimé à 3,5% dans la population générale ;
- ✚ La faible utilisation systématique du préservatif lors des rapports à risque estimée à moins de 50% quelque soit la tranche d'âge.

Des actions conséquentes sont néanmoins en cours pour relever ces défis.

Les principaux obstacles rencontrés dans cette période sont de quatre ordres :

- ✚ la crise politico-militaire
- ✚ Les lourdeurs dans les procédures de décaissement des financements
- ✚ La persistance des inégalités de genre
- ✚ L'insuffisance d'un alignement des partenaires et le faible niveau de coordination des activités de lutte contre le sida.

Pour répondre à ces défis, mon pays développe actuellement des actions devant lui permettre d'atteindre les objectifs de l'UNGASS. Ce sont entre autres :

- pour ce qui concerne la crise, la signature de l'accord politique de Ouagadougou en mars 2007 débouchant sur la normalisation progressive de la situation socio-politique avec un calendrier électoral rendu public, le début effectif du désarmement, le redéploiement de l'administration et la signature d'un code de bonne conduite par tous les partis politiques significatifs ;
- L'opérationnalisation du plan d'intensification de la prévention ;

- La signature imminente avec la Banque Mondiale de l'accord de financement du projet d'urgence multisectoriel de lutte contre le sida ;
- La redynamisation des organes centraux, sectoriels et décentralisés de coordination ;
- La promotion du conseil et dépistage en collaboration avec la société civile dont les personnes vivant avec le VIH ;
- L'intégration du genre et VIH dans les plans et programmes de développement national et sectoriel.

Monsieur le Président, Honorables délégués,

La perspective de sortie définitive de crise dans laquelle se trouve mon pays a besoin d'être accompagnée par l'ensemble de la communauté internationale afin d'enrayer tous les obstacles qui entravent la mise en œuvre de la politique nationale de lutte contre le SIDA.

Pour ce faire, la Côte d'Ivoire tout en comptant sur elle-même, voudrait pouvoir continuer de compter sur la solidarité internationale pour venir à bout de cette crise qui contrarie la riposte nationale.

Je vous remercie.